

## PORTRAIT

SOCIAL

# Noblesse sans particule

David Wagner

**L'année 2009 a été marquée par la fermeture de la faïencerie Villeroy et Boch. Une lutte sociale acharnée a opposé des salarié-e-s motivé-e-s à un patronat cynique. Rencontre avec le président de la délégation du personnel, Gilbert Matarazzo.**

« Matarazzo Gilbert. J'ai 48 ans. Je suis né à Villerupt en Meurthe-et-Moselle en France. Fils d'immigrés. Fils d'ouvriers. » Le cliché voudrait que Gilbert Matarazzo, ouvrier à Villeroy et Boch et syndicaliste, soit plutôt du genre taciturne. La description qu'il donne de lui-même lorsqu'on lui demande de se présenter pour ce portrait pourrait le laisser penser. Il faut vite se détromper : Gilbert aime parler, communiquer. Mais il s'en tient à l'essentiel.

Gilbert et ses camarades sortent d'une longue lutte. Celle qui s'est terminée par la fermeture de la faïencerie de Villeroy et Boch, au Rollingergrund. « Dès l'annonce de la fermeture, j'ai dit qu'on allait mourir, mais qu'on n'allait pas se laisser faire ». Ont-ils perdu ? En tout cas, ils n'ont certainement pas gagné, à part peut-être en expérience, humaine et sociale, avec ses hauts et ses bas. Une expérience implacable qui leur a démontré avec quel degré de cynisme le patronat a le droit d'exercer dans le capitalisme réel. Et à quel point le gouvernement, dirigé par un fils d'ouvriers, se montre impuissant face au pouvoir de l'argent. « On avait espéré que le gouvernement fasse passer une loi contre les délocalisations », regrette-t-il.

Depuis qu'il a été élu président de la délégation du personnel en 2008, Gilbert n'a pourtant pas cessé de mobiliser les salarié-e-s menacé-e-s par des plans sociaux insultants. Les Vil-

leroy ont peut-être même inauguré, sans le savoir, une nouvelle ère de luttes sociales au Luxembourg. Arrivé en 1981 chez Villeroy, Gilbert aura mis onze ans avant de prendre sa carte à l'OGBL. Étonnant pour quelqu'un qui se dit « en lutte depuis que j'ai 15 ans, depuis qu'ils ont fermé la sidérurgie en France », mais qu'il explique ainsi : « Venant de France, j'avais une perception différente du syndicalisme. Les syndicats français luttent. Je trouve qu'ici au Luxembourg, on courbe trop vite l'échine. Mais bon, je me suis dit 'Au Luxembourg, c'est comme ça, alors je fais comme au Luxembourg' et je suis entré à l'OGBL ».

Une fois le conflit social engagé, Gilbert n'a pas vraiment « fait comme au Luxembourg ». L'OGBL et le LCGB étaient débordés. Lorsqu'on lui demande s'il était satisfait du soutien des deux grands syndicats, il sourit : « Disons qu'ils nous ont suivis parce qu'ils n'avaient pas beaucoup le choix. Tout était organisé par nous. Maintenant, j'aurais préféré qu'il y ait plus de suivi de leur part. » Le lendemain de lutte, lors de ce fatidique jeudi 26 novembre, où, après 14 heures de négociations ininterrompues, ils ont arraché 100 euros d'indemnités extralégales (20 euros de moins que lors du dernier plan social), devait certainement se faire ressentir comme une sale gueule de bois. Car après avoir été, des mois durant, sur le devant de la scène publique, ils ont l'impression d'être tombés dans les oubliettes des dommages collatéraux de ce système qui ne profite qu'à ceux qui ont déjà : « Depuis la fin de la lutte, tu es le premier à me contacter. On a oublié quand même que 230 personnes sont sur le carreau ».

Et de quelle manière, d'ailleurs. Certes, avec les reclassements, les préretraites et les départs volontaires, ils ne sont « plus » que 188 à n'avoir encore aucune alternative lorsque les portes de leur usine fermeront définitivement en juin 2010. Mais l'indemnité extralégale de 100 euros par mois travaillé risque de ne pas suffire. Tout juste deux années de maigres salaires pour les plus anciens, ces quinquagénaires qui ont voué une grande partie de leur vie à Villeroy et qui sont désormais trop vieux pour trouver facilement un nouvel emploi, mais trop jeunes pour partir en retraite. Avec ses 48 ans, Gilbert sait que pour lui aussi, ça sera difficile, mais ne se plaint pas. Cependant, la pire des insultes, c'est l'ignominie suivante : le plan social prévoit une ponction de 100 euros sur le salaire par journée de maladie jusqu'à la fin mars. Gilbert en ressent déjà, en ce froid mois de décembre, les conséquences auprès de certains collègues de travail : « Récemment, j'ai dû convaincre une personne de rester chez elle. Elle avait une bronchite. Je lui ai dit que sa santé valait plus que les 100 euros qu'elle allait perdre ».

Ces concessions, la direction a pu les arracher parce qu'elle se sentait en position de force. Deux jours plus tôt, les salarié-e-s avaient tenu un référendum pour savoir s'ils allaient entamer une grève. Une majorité de 75 pour cent des salarié-e-s syndiqué-e-s était nécessaire. Elle n'a pas été atteinte. « D'un côté, ça m'a fait râler », explique Gilbert. « J'aurais préféré qu'on fasse grève, mais je comprends aussi les gens parce que la direction a fait passer le message que la grève, ça voulait dire zéro pour le plan social. Et je comprends qu'une

personne avec 30 ans d'ancienneté et qui n'est pas sûre de retrouver du travail, ait peur de perdre ce plan social, aussi médiocre soit-il ». Pourtant, lors de la journée qui avait précédé le référendum, lors de cette manifestation des salarié-e-s sous la pluie battante de Schengen, l'atmosphère était combative. Mais Gilbert tempère : « Tout le monde voulait la faire, cette grève. Mais avec les études d'un enfant ou un prêt à rembourser, certains ont dû y réfléchir à plusieurs reprises ».

**« Récemment, j'ai dû convaincre une personne de rester chez elle. Elle avait une bronchite. Je lui ai dit que sa santé valait plus que les 100 euros qu'elle allait perdre »**

La lutte a pris un nouveau tournant avec cette fameuse « séquestration ». La radio RTL venait d'annoncer que la direction était retenue sur le site du Rollingergrund. La presse y accourut et les responsables syndicaux se montraient étonnés que les médias « dehors » parlaient de séquestration. Un communiqué de presse fut directement envoyé aux rédactions pour rétablir la vérité. Pourtant, l'ambiance était électrique à ce moment. Le personnel avait arrêté le travail et s'était entassé dans les couloirs jouxtant la salle de réunion où se déroulaient les négociations avec le directeur du site et les représentant-e-s des salarié-e-s. Alors, étaient-ils vraiment retenus de force ou préféraient-ils sauver la face en faisant croire qu'ils voulaient res-

Ouvrier, éducateur, cinéphile,  
syndicaliste : Gilbert Matarazzo  
fait partie de ces gens qui refusent  
de s'endormir et de déposer  
les armes.

ter ? Gilbert se souvient : « La réunion était assez dure. Alors, on a fait une pause et je suis allé informer les salarié-e-s du déroulement. Les gens ont alors décidé de venir. Bizarrement, les représentants de la direction n'ont pas bougé. C'est sûr que s'ils avaient voulu partir, ils se seraient fait huer. Pour ma part, j'ai essayé de tenir les gens pour qu'il n'y ait pas de faute grave ».

Des regrets, Gilbert en a quelques-uns. Si c'était à refaire, il pense qu'il aurait fallu commencer la lutte dès 2006, lors du dernier plan social. De l'autre côté, s'il a aiguillonné la lutte, il a également dû tempérer : « Certains disaient qu'il fallait bloquer l'usine. Le problème, c'est que le droit de grève au Luxembourg est beaucoup plus limité qu'en France ». Quelle était leur principale force ? « L'unité », explique Gilbert, « notre grande chance, c'était que les délégués de l'OG-BL et du LCGB luttaient main dans la main ». Après tout, le climat qui régnait dans l'entreprise était souvent considéré comme exemplaire.

Lorsqu'il est entré à Villeroy en 1981, grâce à son frère qui y travaillait déjà, la place de libre était dans le système de production. En clair : il s'occupe de créer les moules des nouveaux modèles de tasses ou de ramequins. « Un travail de sculpteur. J'ai appris ça sur la tas », comme il le dit lui-même en nous montrant des moules en plâtre parfaitement travaillés, dans un des grands halls de production où les machines tournent encore. « Et tout ça, ça va disparaître », dit-il sans pathos apparent.

Maintenant que la lutte est terminée, Gilbert continue à en mener de plus petites. Il ne désespère pas de pouvoir encore décrocher quelques

prétraitements aux 188 salarié-e-s restant-e-s. Car voilà, il n'a pas appris que la sculpture des moules sur le tas, mais également comment remplir les fiches d'impôts et toutes sortes de paperasseries pour donner un coup de main à un maximum de collègues. Il va aussi prochainement organiser, avec la délégation, une bourse à l'emploi, histoire d'éviter le chômage à l'un-e ou l'autre.

« Le social, t'y es ou t'y es pas », résume-t-il ses activités. L'engagement syndical de Gilbert n'a rien d'étonnant. Cet intérêt pour l'entraide et le contact humain est profondément enraciné en lui. Il n'a pas toujours été ouvrier chez Villeroy. Son premier job, c'était celui d'éducateur. A côté, il est aussi membre du conseil d'administration de la maison de retraite d'Audun. Trouve-t-il le temps pour une vie de famille ? Il n'a pas d'enfants, mais il est marié. Sa femme travaille au bureau des impôts d'Audun-le-Tiche, où il vit également. Vernie, la fonction publique ? « Actuellement, le bureau ne compte plus que deux fonctionnaires alors qu'il y en avait six au début. Les effectifs ne sont pas augmentés, alors que la charge de travail, elle, n'a pas baissé ». Comme lui, elle est syndiquée. A la CGT. « On se connaît depuis l'âge de douze ans. Si on avait pas les mêmes idées, on ne serait plus ensemble ».

Et lui dans tout ça ? Il faudra bien qu'il pense à son avenir. Il rigole : « C'est sûr ! A un moment donné, il faudra que je m'y mette ! Mais de ce côté-là, je suis assez optimiste ». Une chose est certaine : Gilbert a plus d'une corde à son arc. En pleine lutte sociale à Villeroy, au mois de novembre, il menait un autre combat, plus agréable mais non moins fati-



PHOTO : CHRISTIAN MOSAR

gant : la coordination du 32e festival du film italien de Villerupt. Ce festival, c'est une autre facette de cet éternel engagé. Il en fait partie depuis le début : « J'avais quinze ans. Avec les copains de la maison de jeunesse, on organisait le ciné-club avec des cycles de trois jours de films western, de films fantastiques ou de films polonais. Et quand on fait un cycle de films italiens, ça a marché du feu de dieu ! L'année d'après, ça a duré cinq jours. Et cette année, on en était au 32e festival. »

Que ce festival fonctionne si bien n'a rien de hasard. Tout comme la famille de Gilbert, plus de 80 pour cent de la population de Villerupt est d'origine italienne. Et ouvrière. C'est important, car ce qui lui tient le plus à coeur, c'est le caractère populaire du festival. S'il a entre-temps gagné une certaine notoriété même en-dehors des frontières, les organisateurs veillent à ne pas faire trop de publi-

cité. « On veut pas faire comme Cannes. Les tapis rouges, c'est bien pour eux. Nous, on est un monde ouvrier. Voilà ce qui nous intéresse. » Il se rend également à l'autre festival cinématographique de la région : celui du film arabe, à Fameck. En fait, plus que le cinéma, qu'il aime beaucoup, c'est surtout l'ambiance qu'il apprécie : multiculturelle, chaleureuse, familiale. C'est peut-être aussi ce qui différencie ce monde ouvrier des sphères aristocratiques que connaissent si bien ses futurs ex-employeurs. Et l'on se dit, finalement, qu'il n'est pas besoin de particule pour faire preuve de noblesse.